

## **Volt**

### **Citoyenneté**

#### **Votre parti serait-il favorable à la consécration d'un droit de vote sur base de la résidence dans tous les pays de l'union Européenne, dans les mêmes conditions que les nationaux, pour toutes les élections ?**

Nous sommes favorables à ce que chaque personne résidente puisse voter dans son pays de résidence et ce pour tout type d'élections. La situation Luxembourgeoise n'est pas l'exemple type de la délibération démocratique car 48% des résidents n'ont pas de mot à dire dans les prises de décisions. Ceci crée un fossé démocratique et social qui n'est plus soutenable.

#### **En vertu du droit de l'UE les citoyens européens ont exactement les mêmes droits que les nationaux. Pourquoi ne pas inscrire sur les citoyens de noms d'office sur les listes électorales européennes et communales, tout comme les nationaux et ainsi leur éviter de faire une démarche personnelle ?**

Effectivement, exiger que ce soient les personnes qui doivent entreprendre la démarche, fait en sorte que ce soit plus difficile pour que tout citoyen exerce son droit de vote.

Personnellement je connais bon nombre de personnes, qui travaillent du lundi au vendredi et qui se voient donc dans l'obligation de prendre quelques heures de congé afin de s'inscrire.

Même si je considère que ces quelques heures prises, seraient très bien investies. Il va de soi qu'elles ne devraient pas être amenées à prendre du congé pour exercer un droit démocratique.

Le vote devrait donc être accessible plus facilement à toute personne. Nous sommes convaincus que les nouvelles technologies, comme le vote en ligne peuvent jouer un rôle prépondérant dans cela.

L'Estonie dispose déjà de ce dispositif ceci de manière efficace et sûre, et lors des dernières élections 25% de la population en a fait usage.

Volt est favorable à ce que les citoyens européens aient les mêmes droits que les nationaux, mais ils devraient également pouvoir choisir de voter dans leur pays d'origine s'ils le souhaitent.

#### **Les initiatives citoyennes européennes rencontrent de nombreuses difficultés pour aboutir. Êtes-vous en faveur d'une réforme de cette disposition afin de faciliter les consultations/participations citoyennes ?**

##### **Si oui quelle proposition aurait vous à faire ?**

Nous voulons réduire le seuil des Initiatives Citoyennes Européennes à 500 000 personnes, tout en renforçant leur accessibilité en utilisant des outils numériques. Nous sommes en faveur de cela, car la participation des citoyens à l'élaboration des décisions politiques, non seulement rapproche les citoyens de l'Union européenne, mais renforce également l'engagement civique en faisant de la délibération démocratique une réalité dans la vie de chaque citoyen européen.

Les plates-formes de délibération en ligne devraient permettre aux européens d'entrer en contact avec leurs concitoyens et d'autres acteurs concernés pour aborder leurs problèmes. Même si les citoyens sont confrontés à des défis similaires, ceux-ci ne sont souvent débattus que dans un contexte national, alors qu'ils transcendent les frontières.

Nous proposons :

- des exigences de recevabilité plus flexibles
- meilleure promotion et visibilité
- offrir du soutien juridique, logistique et financier
- assurer la reconnaissance mutuelle des plates-formes nationales en ligne
- développer une norme démocratique à l'échelle de l'UE pour ces plates-formes
- organiser un sommet européen des citoyens sur les stratégies à long terme de l'UE afin de tirer parti des idées et des points de vue des citoyens

## **Migration & asile**

**Les questions de politique migratoire et d'asile sont actuellement de la compétence de chaque État membre. Pensez-vous qu'une politique des migrations d'asile commune devrait être mise en place ? Qu'elle devrait en être les grandes lignes d'après vous?**

Non seulement elle devrait être mise en place comme une politique commune constituée à nos yeux la seule solution envisageable et efficace. Être membre la communauté européenne veut aussi dire que l'on souscrit aux valeurs de solidarité de l'EU. On ne peut pas uniquement profiter des avantages et ne pas donner la main à ceux qui sont dans la nécessité.

Nous proposons:

- d'inclure des experts d'ONG's et du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés en tant que conseillers de l'Union afin de s'assurer de la totale impartialité
- l'uniformisation de la procédure d'asile dans toute l'EU et un partage égal des efforts consentis
- un système prévoyant des sanctions à l'encontre des États qui refusent de s'acquitter de leurs responsabilités
- gérer les flux de réfugiés en dehors de l'UE
- Assurer une intégration réussie et un bénéfice pour l'économie
- la possibilité d'entrer sur le marché du travail dès le premier jour
- la reconnaissance des compétences plus facilement
- des formations de langues pour tous les demandeurs d'asile
- la classification des migrants victimes de la famine et les migrants climatiques en tant que réfugiés au regard du droit européen
- le renforcement de l'utilisation de l'aide humanitaire
- le soutien des opérations de relocalisation

**Concernant l'accueil des réfugiés quelle est la position de votre parti sur une renégociation de règlement dit de Dublin III? Si oui, dans quel sens doit le règlement être modifié?**

Nous pensons que le système de Dublin doit être réformé et accouplé par un mécanisme de règlement prévoyant des sanctions et sanctions à l'encontre des États refusant de s'acquitter de leur responsabilité.

Actuellement le premier pays d'arrivée est le pays dans lequel une demande d'asile doit être présentée. Nous voulons un système unifié au niveau de l'UE pour les réfugiés favorisant un principe de préférence. Les demandeurs d'asile se verront accorder le droit de passage pour présenter une demande d'asile dans les pays où ils souhaitent vivre. Après l'entrée en vigueur de l'ouverture de la procédure d'asile dans le pays de préférence, les demandeurs d'asile entreront dans un système de réinsertion européen qui s'assurera de gérer le flux de réfugiés. Les conditions pour la relocalisation seront basées sur des facteurs techniques tels que la densité de population, richesse, âge et croissance du pays choisi. Le système modifié permettra aux pays européens de contribuer en fournissant une capacité d'hébergement ou du financement.

## **Élections européennes 2019**

### **Combien de candidats non nationaux contre vous sur vos listes électorales?**

Cinq de nos candidats ont des origines étrangères. Ainsi nous pouvons affirmer que notre liste est la plus européenne de toutes celles présentées. Quatre Luxembourgeois naturalisés avec des origines britanniques, espagnoles, américaines, allemandes, portugaises, une candidate franco-américano-italienne et une candidate luxembourgeoise.

### **Quid des têtes de liste?**

Nous avons décidé de ne pas avoir de tête de liste. Et nous nous considérons tous égaux. Cela nous permet de notamment de laisser chaque candidat s'exprimer et ainsi renforcer le procédé démocratique. De plus, chaque candidat est un leader et un représentant de sa communauté.

### **Quelle est la position de votre parti concernant la possibilité de faire élire des députés européens par des listes transnationales?**

Nous n'avons pas de position à ce sujet. Mais nous voulons établir une véritable démocratie européenne et nous encourageons des initiatives comme celle-ci. Bien que nous trouvions cette position intéressante, nous trouvons que la réforme de la démocratie européenne conduirait à une Union plus forte.

Volt est fortement engagé dans la démocratisation de l'Europe à tous les niveaux - local, national et transnational - en attachant particulièrement attention à donner la parole aux Européens, qu'ils vivent dans leur pays d'origine ou pas.

Il est important de noter que Volt œuvre activement à la démocratisation de l'Europe en considérant l'Union européenne comme une entité politique unique.

En outre, Volt est profondément convaincu que les citoyens peuvent fournir des informations, des opinions, une innovation, un leadership et des actions utiles, susceptibles de contribuer à la résolution des problèmes locaux, nationaux, européens et mondiaux.

Dans un environnement en évolution constante, il est crucial de contrecarrer l'éloignement entre les citoyens et leurs représentants politiques, une interaction plus productive est nécessaire entre eux.